Initiative
Pour une Suisse libre
de pesticides de synthèse

État des lieux

Prix des denrées alimentaires
Santé
Coûts externes Pollinisation Biodiversité Maladie de Parkinson
Effet cocktail
Eau
Abeilles Poissons
Déclin des insectes
Transparence
Oiseaux
Stérilité
QI
Cancer Importations
Perturbateurs endocriniens
TDAH
Extinction d'espèces
Agriculture
Sécurité de l'approvisionnement
Justice sociale
Fertilité des sols

Le comité d'initiative
Route des Gouttes d'Or 92
2000 Neuchâtel

#VieOuPoison

→ Initiative et revendication

Allégation: ***«L'initiative est trop radicale.»***

Dans les faits : L'initiative n'est pas radicale mais cohérente. Une interdiction cohérente est la seule mesure qui puisse encore nous protéger suffisamment et en temps utile contre les conséquences sanitaires auxquelles les générations futures pourraient devoir faire face[1], les dommages biologiques à notre environnement[2] et la menace qui pèse sur nos ressources en eau[3]. La préservation de la nature et de notre santé dépend désormais de nos actes.

Allégation: ***«L'initiative remet en cause des accords internationaux.»***

Dans les faits : Les accords bilatéraux[4] avec l'UE ainsi que les dispositions de l'OMC[5] prévoient que les États contractants peuvent imposer des conditions pour protéger la biodiversité et de la santé des citoyens, sous réserve de rapports de concurrence neutres et d'absence de discrimination. Par le biais de sa clause relative aux importations[6], l'initiative garantit cette concurrence neutre. Le principe de précaution dans le droit public en matière d'environnement[7] corrobore par ailleurs la légitimité de la revendication de l'initiative.

Allégation: ***«C'est la dose qui fait le poison.»***

Dans les faits : La dose n'est que l'un des éléments qui influencent les répercussions négatives des pesticides de synthèse. La durée du contact[8] et les interactions entre différentes substances (effet cocktail)[9] sont totalement ignorées dans les débats sur les valeurs limites, ce qui minimise intrinsèquement la pertinence de telles discussions en termes de sécurité sanitaire. En outre, même des doses minimes de pesticides peuvent avoir un effet dévastateur sur le système hormonal humain[10] (effet endocrinien). Les valeurs cibles définies par le Parlement dépassent largement la concentration d'œstrogènes dans le corps d'une femme enceinte et représentent donc un risque considérable.

Allégation: ***« La période de transition de 10 ans jusqu'à l'interdiction définitive est trop courte. »***

Dans les faits : En effet, les entreprises ont besoin d'un certain laps de temps pour mettre en œuvre la revendication. Selon les experts, les producteurs ont besoin d'environ deux ans pour s'adapter aux normes biologiques[11], qui leur imposent tout un cahier des charges[12] en plus du renoncement aux pesticides de synthèse. Les initiateurs recommandent également aux responsables politiques de profiter de la période de transition pour adapter la formation agricole, soutenir la restructuration de l'agriculture et se concentrer sur des projets de recherche, ce qui permettrait de soutenir davantage les utilisateurs de pesticides dans le cadre de la mise en œuvre. De nombreux outils sont disponibles à cet effet.

→ Marché alimentaire

Allégation: ***«L'initiative rend les aliments plus chers pour le consommateur final.»***

Dans les faits : Les prix des denrées alimentaires dépendent de bien plus de facteurs que la seule utilisation de pesticides de synthèse[13]. Si l'initiative est adoptée, l'État disposera de nombreux

---

1 / Laumann / Weber (2012): Pestizide und Gesundheitsgefahren. Daten und Fakten. Pestizid Aktions-Netzwerk e.V. (PAN Germany)
2 / Wefers / Hederer (2010): Anhaltendes Bienensterben durch Pestizide. BUND (Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland)
3 / Mennig / Maissen (2017): Pestizide im Wasser: Behörden nehmen hohes Risiko in Kauf. SRF-Kassensturz
4 / Schweiz. Eidgenossenschaft (2017): Die bilateralen Abkommen Schweiz – Europäische Union. Eidg. Dep. für auswärtige Angelegenheiten (EDA)
5 / Panizzon / Cottier / Arnold (2010): Handel und Umwelt in der WTO: Entwicklungen und Perspektiven. Universität Bern
6 / Initiativtext Volksinitiative Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide (2018), Art. 74 Abs. 2bis
7 / Epiney (2003): Zur Einführung – Umweltvölkerrecht, Juristische Schulung (JuS). Universität Fribourg
8 / Suter (2018): Pestizide. Krebsliga Schweiz
9 / Bär (2019): Vom Winde verweht: Pestizide in der Luft im Vinschgau. Umweltinstitut München e.V.
10 / Smolka et al (2013): Endokrine Wirkung von Pestiziden. Pestizid Aktions-Netzwerk e.v. (PAN Germany)
11 / Richtlinie (2020): Richtlinien für die Erzeugung, Verarbeitung und den Handel von Knospe-Produkten. Bio Suisse
12 / Beitrag: Umstellung auf Bio-Landbau. Bio-aktuell
13 / Prof. Dr. Rütsche / Dr. iur Diebold (2016): Öffentliches Wirtschaftsrecht: Regulierung und Deregulierung zum Schutz von Wettbewerb. Universität Luzern

mécanismes de réglementation du marché, qui ont d'ores et déjà un impact majeur sur la structure des prix[14]. La différence de prix actuelle entre les produits bio et les produits conventionnels profite principalement aux grand distributeurs[15], alimentant l'inégalité sociale qui veut que seules les personnes ayant un revenu élevé peuvent se nourrir sainement[16]. L'initiative a pour but de rendre l'alimentation saine accessible à tous et veille à ce qu'une offre croissante puisse corriger les marges excessives sur les produits bio.[17]

Allégation: ***«L'initiative met en péril la sécurité de l'approvisionnement en Suisse.»***

Dans les faits : Les volumes de production de l'agriculture biologique, laquelle impose aux producteurs tout un cahier des charges en plus du renoncement aux pesticides de synthèse, ne diffèrent guère de ceux de l'agriculture traditionnelle, et toute perte de production peut être compensée par des mesures d'accompagnement[18]. Par le biais de mesures politiques, l'initiative entend également enfin mettre un terme à un gaspillage alimentaire colossal[19], qui représente 30% de la production totale et engendre par ailleurs 25% de l'impact environnemental lié à l'alimentation[20].

Allégation: ***«L'initiative encourage les importations.»***

Dans les faits : L'initiative protège davantage l'agriculture suisse que la législation en vigueur, qui autorise encore, à titre d'exemple, l'importation de produits contenant des pesticides interdits en Suisse[21]. Elle impose les mêmes exigences aux producteurs nationaux et étrangers[22], contribuant ainsi à instaurer un changement durable au-delà des frontières suisses. Plus de 50% des denrées alimentaires consommées sont actuellement importées[23]. Une règlementation pragmatique qui s'étend aux marchandises importées constitue donc la seule mesure fiable pour protéger de manière efficace les consommateurs contre les denrées alimentaires contaminées.

Allégation: ***«L'initiative engendre d'importants frais d'exécution.»***

Dans les faits : Soumettre aujourd'hui l'utilisation de pesticides de synthèse à des contrôles fiables et réguliers engendrerait des coûts plus élevés que de contrôler une interdiction. Par ailleurs, l'initiative permettra de réduire considérablement les coûts externes[24] (non pris en charge par les responsables) induits par l'utilisation de pesticides, à la charge des contribuables, des caisses-maladie, des distributeurs d'eau, etc. Ces coûts dépassent largement ceux liés à l'utilisation de pesticides de synthèse[25] !

→ Agriculture et production

Allégation: ***«L'initiative veut nuire à l'agriculture.»***

Dans les faits : L'initiative ne vise pas l'agriculture, mais englobe tous les utilisateurs – y compris les entreprises et les particuliers[26]. Par le biais de sa clause relative aux importations[27], elle garantit l'égalité des droits entre les agriculteurs suisses et les producteurs étrangers et encourage d'autres mesures politiques pour préserver durablement l'existence et la prospérité économique de l'agriculture nationale sur le long terme. Elle veille à ce que les efforts écologiques de milliers d'agriculteurs ne soient pas torpillés par l'influence des grands groupes agroalimentaires[28]. Le soutien de notre initiative par des organisations agricoles, comme Uniterre ou l'Association des petits paysans, confirme le bien-fondé de cet objectif.

---

14 /Christoffel / Leuenberger (2016): Die Wirkung des Grenzschutzes auf die Preise
15 /Dr. Flückiger (2020): Marktanalyse Labelfleisch. Schweizer Tierschutz STS
16 /Bundesamt für Landwirtschaft (2015): Vergleich: Schweizer Konsumentenpreise mit und ohne Bio. SRF-Kassensturz
17 /Henderson (1924): Die allgemeinen Gesetze von Angebot und Nachfrage. Springer von landwirtschaftlichen Erzeugnissen. Preisüberwachung PUE
18 /Niggli, Urs (2018): Kann Bio die Welt ernähren? Beobachter
19 /Van Otterdijk / Meybeck (2011): Global food losses and food waste. FAO (Food and agriculture organization of the United Nations)
20 /Beretta / Hellweg (2019): Lebensmittelverluste in der Schweiz: Umweltbelastung und Vermeidungspotential. ETH Zürich
21 /Gaberell / Viret (2020): Gift auf unseren Tellern. Public Eye
22 /Initiativtext Volksinitiative Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide (2018), Art. 74 Abs. 2bis
23 /Geiser (2014): Wie viel Nahrung braucht die Schweiz zum Überleben. Swissinfo
24 /Zandonella / Suter / Liechti / von Stokar (2014): Volkswirtschaftliche Kosten des Pestizideinsatzes in der Schweiz. Infras
25 /Bourguet / Guillemaud (2016): The hidden and external costs of pesticide use. Springer
26 /Initiativtext Volksinitiative Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide (2018), Art. 74 Abs. 2bis
27 /Initiativtext Volksinitiative Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide (2018), Art. 74 Abs. 2bis
28 /Humann-Guilleminot et al (2019): A nation-wide survey of neonicotinoid insecticides in agricultural land with implications for agri-environment schemes. Universität Neuenburg

Allégation: ***«Des substances nocives sont également utilisées en agriculture biologique.»***

Dans les faits : C'est vrai. L'initiative ne prétend pas résoudre tous les problèmes et se limite délibérément aux pesticides de synthèse. Comme le prouvent les nombreux scandales survenus au cours des 50 dernières années[29], les pesticides constituent le cœur du problème. Le changement de paradigme exigé par l'initiative pourrait toutefois encourager un développement à plus large échelle[30].

Allégation: ***«L'initiative menace les emplois dans l'industrie de transformation.»***

Dans les faits : L'évolution du marché agricole est fortement axée sur la demande[31] : l'initiative ne va pas réduire la demande de produits alimentaires. Une quantité identique d'aliments devra être traitée et la perte d'emplois n'entre pas en ligne de compte. De plus, une qualité uniforme, sans résidus de pesticides de synthèse, conférerait à l'industrie un indicateur de qualité exemplaire et une visibilité internationale, et représente donc une opportunité unique[32]. L'industrie devrait également reconsidérer sa responsabilité fondamentale vis-à-vis du consommateur : malgré les dangers connus liés à l'utilisation de pesticides de synthèse, l'initiative n'a jusqu'à présent agi spontanément que dans des cas isolés, sans pression ni obligation.

Allégation: ***«L'initiative menace l'existence des agriculteurs.»***

Dans les faits : Compte tenu de l'évolution de l'agriculture industrielle et de la concurrence des prix à l'échelle mondiale qui régit le système agricole actuel, 14 à 15 exploitations sont contraintes de cesser leurs activités chaque semaine[33]. Des décennies d'incitations inopportunes ont conduit l'agriculture suisse au bord d'un gouffre économique[34]. Conséquence des conditions-cadres politiques actuellement en vigueur en Suisse et dans le reste du monde, cette pression économique est exploitée sans scrupule par le milieu de l'agrochimie. L'initiative modifie ces conditions-cadres tout en prenant les revendications et besoins de la population au sérieux. En adoptant l'initiative, les responsables politiques se voient confier la tâche de réorganiser l'indispensable soutien aux agriculteurs.

→ Mesures politiques

Allégation: ***«Les pesticides de synthèse sont soumis à une procédure d'autorisation stricte.»***

Dans les faits : Tant en Suisse que dans l'UE, la procédure d'autorisation est inadéquate et insuffisante. La nocivité des substances actives approuvées dépasse systématiquement le danger potentiel présumé, comme le démontrent de manière flagrante d'innombrables scandales et l'abrogation de dizaines d'autorisations de pesticides en l'espace de quelques années[35]. Outre l'intérêt économique des fabricants de faire homologuer des produits[36], leurs connaissances se situent tout au plus à la pointe des techniques actuelles, ce qui ne représente aucun gage de sécurité pour l'avenir, et fait des pesticides de synthèse une source de danger permanente pour les générations futures.

---

29 /Vgl. Berichterstattung: DDT, Atrazin, Neonicotinoide, Glyphosat, Chlorpyrifos, Chlorothalonil uvm.
30 /Bosshard (2016): Pestizid-Reduktionsplan Schweiz: Aktuelle Situation, Reduktionsmöglichkeiten, Zielsetzungen und Massnahmen. Vision Landwirtschaft
31 /Prof. Dr. Minsch (2016): Landwirtschaft: Wenn der VW Golf den Formel-1-Boliden überholt. economiesuisse
32 /Maeder (2018): Swissness: Die Kraft der Marke «Swiss Made» lässt nach, MoneyToday
33 /Agrarbericht 2019. Bundesamt für Statistik (BfS)
34 /Beitrag: Jahrzehntelange Fehlanreize treiben die Schweizer Landwirtschaft wirtschaftlich an den Abgrund. Vision Landwirtschaft
35 /Widerrufene und ruhende Zulassungen (2020). Bundesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit BVL
36 /Moldenhauer / Gaude (2015): Note «Mangelhaft»: Das EU-Zulassungsverfahren für Glyphosat. BUND (Bund für Umwelt- und Naturschutz Deutschland)

Allégation: ***«Le plan fédéral de réduction des produits phytosanitaires est suffisant.»***

Dans les faits : Le plan de réduction établit par la Confédération repose sur le volontariat et manque de mesures et d'objectifs cohérents[37]. Les lacunes sanitaires[38] et biologiques[39] dénoncées par l'initiative ainsi que la structure axée sur l'agrochimie[40] ne peuvent être combattues efficacement qu'au moyen d'un objectif stratégique concret, tel que la période de transition de 10 ans allouée par l'initiative et un renoncement cohérent aux pesticides de synthèse.

Allégation: ***«Le train de mesures défini dans le cadre de la PA22+ ainsi que l'initiative parlementaire (CER-E/19.475) sont suffisants.»***

Dans les faits : La politique agricole à partir de 2022 (PA22+)[41] ainsi que l'initiative parlementaire[42] se limitent aux mesures et engagements de réduction qui sont susceptibles d'obtenir une majorité parlementaire, et ne sont pas garantis par une contre-proposition directe ou indirecte[43]. Les objectifs de réduction ne répondent pas aux défis futurs en matière de santé[44], de biologie[45] ou d'innovation[46], qui ne peuvent être relevés que par un renoncement conséquent, comme l'exige l'initiative. Ils ne comblent pas les lacunes de la procédure d'autorisation, ignorent la durée d'exposition par rapport à la dose et ne montrent aucune volonté d'envisager des interactions potentiellement dangereuses entre différentes substances (effet cocktail). En l'absence d'un contre-projet ayant clairement pour objectif d'éliminer progressivement les pesticides, les problèmes connus ne feront qu'être reportés à plus tard si l'initiative n'est pas adoptée. En outre, aucun plan de réduction des pesticides n'a encore atteint ses objectifs au cours des dernières décennies – et les citoyens n'ont cette fois encore aucune garantie que les choses vont changer.

Allégation: ***«L'initiative pour une eau potable propre (IEP) a les mêmes revendications.»***

Dans les faits : Outre les pesticides de synthèse, l'IEP prend également en compte l'alimentation animale et les antibiotiques. En visant une réduction des paiements directs versés aux agriculteurs[47], elle aborde toutefois le problème de manière totalement différente et ne garantit ni une réduction, ni un renoncement aux pesticides de synthèse.

Axée sur l'agriculture, son champ d'application ne tient pas compte des particuliers, ni des entreprises ou des importations.

---

37 /Schweiz. Eidgenossenschaft (2017): Aktionsplan zur Risikoreduktion und nachhaltigen Anwendung von Pflanzenschutzmitteln. Eidg. Dep. für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF)
38 /Laumann / Weber (2012): Pestizide und Gesundheitsgefahren. Daten und Fakten. Pestizid Aktions-Netzwerk e.V. (PAN Germany)
39 /Wefers / Hederer (2010): Anhaltendes Bienensterben durch Pestizide. BUND (Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland)
40 /Bosshard (2016): Pestizid-Reduktionsplan Schweiz: Aktuelle Situation, Reduktionsmöglichkeiten, Zielsetzungen und Massnahmen. Vision Landwirtschaft
41 /Schweiz. Eidgenossenschaft (2020): Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik ab 2022 (AP22+). Bundesrat
42 /Schweiz. Eidgenossenschaft (2020): Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren. WAK-S
43 /Nationalrat stellt Gewässerschutz-Kompromiss in Frage (2015), SDA
44 /Laumann / Weber (2012): Pestizide und Gesundheitsgefahren. Daten und Fakten. Pestizid Aktions-Netzwerk e.V. (PAN Germany)
45 /Wefers / Hederer (2010): Anhaltendes Bienensterben durch Pestizide. BUND (Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland)
46 /Bosshard (2016): Pestizid-Reduktionsplan Schweiz: Aktuelle Situation, Reduktionsmöglichkeiten, Zielsetzungen und Massnahmen. Vision Landwirtschaft
47 /Initiativtext Trinkwasserinitiative (Stand 2020), Art. 104 Abs. 3 lit. a.

→ Bibliographie complémentaire :

Biologie

La biomasse des insectes a diminué de 76% – 40% de l'ensemble des espèces sont menacées à court terme:
Sánchez-Bayo (2019): Worldwide decline of the entomofauna: A review of its drivers. Elsevier

Néonicotinoïdes: comment une famille entière de pesticides menace notre avenir:
Sánchez-Bayo / Tennekes (2020): Time-Cumulative Toxicity of Neonicotinoids: Experimental Evidence and Implications for Environmental Risk Assessments. University of Sydney

Perte de la biodiversité: comment les pesticides de synthèse détruisent les ressources fondamentales pour les générations futures:
Isenring (2010): Les pesticides et la perte de biodiversite. Pesticide Action Network Europe (PAN)

Risque toxique dans les cours d'eau : plus de 30 substances actives différentes mesurées par échantillon:
Bryner (2019): Zu viele Pflanzenschutzmittel in kleinen Bächen. EAWAG (Wasserforschungsinstitut ETH)

Dérive : 93% des champs bio sont contaminés par des résidus de pesticides:
Humann-Guilleminot et al (2019): A nationwide survey of neonicotinoid insecticides in agricultural land with implications for agri-environment schemes. Universität Neuenburg

Médecine

Risque de cancer : l'exposition chronique aux pesticides est dangereuse, quelle que soit la dose:
Baudry et al (2018): Association of Frequency of Organic Food Consumption With Cancer Risk. JAMA Intern Med.

Mélange de pesticides dans le corps : extrêmement dangereux, notamment pour les enfants:
Holland et al (2009): Children susceptible to pesticides longer than expected. University of Berkley

Les statistiques sur la maladie de Parkinson et la leucémie le prouvent : un agriculteur sur dix est atteint:
Deprost et al (2018): La création d'un fonds d'aide aux victimes de produits phytopharmaceutiques. Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)

Les produits issus de l'agriculture traditionnelle ont des répercussions importantes sur la santé:
European Parliament: Human health implications of organic food and organic agriculture. EPRS (European Parliamentary Research Service) / STOA (Scientific Foresight Unit)

Pesticides de synthèse : dangereux non seulement pour les agriculteurs, mais aussi pour leurs enfants à naître:
Graczyk (2017): Article le temps: Les agriculteurs suisses malades de leurs pesticides. Institut universitaire romand de santé au travail (IST)

Faible QI et troubles du développement : comment les pesticides portent atteinte aux générations futures:
Rauh VA et al (2006): Impact of prenatal chlorpyrifos exposure on neurodevelopment in the first 3 years of life among inner-city children. PubMed.

Glyphosate : une exposition prolongée entraîne la stérilité:
Alarcón et al (2020): Neonatal exposure to a glyphosate-based herbicide alters the uterine differentiation of prepubertal ewe lambs. Elsevier

Perturbateurs endocriniens : comment un poison chimique menace notre avenir:
Grantham (2020): Chemical Toxicity and the baby bust. GMO Viewpoints